



Contre le démantèlement du ministère du travail

Le 26 Juin 2019, grève et manifestation nationale

Mme Pénicaud démantèle le ministère du travail

A la fin du mois de juin, le centenaire de l'OIT sera fêté en grande pompe à Paris. Pour marquer l'évènement, notre ministre n'a rien trouvé de mieux que de démanteler le ministère du travail. Car c'est bien ce que prévoit le projet de circulaire sur l'organisation territoriale de l'Etat : suppression des UD, transfert de la MOE et des services supports au ministère de l'intérieur, fusion des autres services dans une direction interministérielle sous la houlette du préfet avec suppressions de postes à la clef. Pour toutes les administrations qui l'ont subi, tels que nos collègues de la répression des fraudes, le passage en DDI a été un fiasco. Il s'est traduit par une désorganisation permanente et une pression accrue sur les effectifs et les moyens.

L'administration centrale n'est pas en reste puisque sont prévues une baisse des effectifs totaux, la suppression des prétendus « doublons », notamment dans les fonctions supports, et la délocalisation de services en régions ou en départements.

Poursuivons la mobilisation contre leur plan social

Suite à ces annonces, les agent-e-s se sont réuni-e-s, rassemblé-e-s, ont interpellé les RUD et les DIRECCTE dans des dizaines d'UD le 21 mai dernier. Malgré cela, l'administration n'a fourni aucune réponse à nos questions légitimes : quels emplois seraient précisément transférés en préfecture ? Mobilités forcées ou non ? Restructuration des Pôles 3E ou pas ? Que signifie précisément le « *maintien de la ligne hiérarchique* » de l'inspection du travail ? Lors des CAP IT et CT des 22 et 24 mai, la DRH a refusé de fournir la moindre explication, prétextant du caractère non définitif des circulaires, mais a néanmoins indiqué qu'elle travaillait d'ores et déjà sur un plan « d'accompagnement » similaire à celui mis en place pour les collègues du développement économique. Autant dire que c'est un véritable plan social qui se prépare !

Le ministère a fait la preuve qu'il se moquait complètement du dialogue social. Nous devons donc poursuivre et amplifier la mobilisation si nous voulons préserver nos emplois et nos missions.

Les organisations syndicales du ministère dans leur ensemble appellent, tout au long du mois de juin, à :

- **multiplier les actions auprès de la hiérarchie à tous les niveaux : interpellation lors des réunions de service ou d'instances, spam des boites mails de la DRH et du cabinet etc. ;**
- **alerter les usager-e-s et les organisations syndicales de salarié-e-s (rassemblements, conférence de presse, signature de la pétition nationale) ;**
- **stopper les remontées statistiques que le ministère utilise pour faire croire au public que tout va bien (arrêt des saisies des plans d'action dans Wiki'T notamment)**
- **préparer dès maintenant une grève massive des agent-e-s du ministère du travail avec manifestation nationale à Paris le 26 juin devant les cérémonies du centenaire de l'OIT auxquelles sera présente Mme Pénicaud.**

Ensemble exigeons :

- **le maintien des UD du ministère du travail et de tous leurs services ;**
- **l'absence de mobilités forcées ;**
- **l'arrêt des suppressions d'effectifs :**
- **un plan massif de recrutement sans attendre pour pourvoir les centaines de postes vacants dans tous les services.**